

La répression chinoise en zone autonome ouïghoure

La prise en main par le régime chinois du Xinjiang, région autonome ouïghoure du nord-ouest du pays, est à la fois politique, économique, idéologique et antireligieuse. Mise en œuvre par un appareil sécuritaire tentaculaire, son objectif est la réduction de l'opposition musulmane ouïghoure.

Alain BOUC, responsable de la lettre LDH « Les droits de l'Homme en Chine »

Le régime chinois a des vues sur l'ensemble de la planète. Mais chez lui, dans les marches de sa périphérie, les cent-millions de non-Han (majorité ethnique chinoise) se désintéressent du rêve proposé par le Parti. Bien qu'en infériorité numérique, ils occupent la moitié du territoire (4,720 millions de km²) avec le Xinjiang, le Tibet et la Mongolie (et plus encore si l'on ajoute les districts non-han des provinces du Qinghai ou du Sichuan). C'est la plus étendue et la plus lointaine de ces régions qui retient aujourd'hui le gros de l'attention. Le Xinjiang – ou région autonome ouïghoure – a une surface triple de celle de la France. Ce Far West chinois que séparent de Beijing trois ou quatre fuseaux horaires réels ⁽¹⁾ – et, pour les fantassins autrefois, cinq mois de marche – appartient à l'Asie centrale, comme le suggère son appellation de Turkestan oriental. L'Asie centrale a une histoire tourmentée et compliquée, comme toutes celles des empires nomades. Cette zone immense où se parlent majoritairement des langues de la famille turque comprend six pays de l'ancienne URSS, douze districts en Russie, quatre districts en Iran, et, en Chine, les deux préfectures et deux districts autonomes du Xinjiang plus, hors de ce dernier, quatre districts autonomes. En droit international, l'acquisition défi-

nitive du Xinjiang (prononcer « sssin-djiang »), ou *Nouvelle frontière*, date de 1876. Selon le régime, la région lui a de tous temps appartenu : les troupes des empereurs y sont parfois passées, mais suffit-il qu'un détachement armé traverse une plaine désertique pour que celle-ci lui appartienne ? Le plus célèbre des poètes, Li Bai, serait-il originaire de la région ? Mais non, il n'est pas né au Xinjiang, mais à Suyab, près de la capitale actuelle du Kirghizstan, Bichkek.

Le contrôle d'une zone stratégique

Dès son arrivée au pouvoir, il y a huit ans, le chef de l'Etat-Parti chinois a désigné la culture des minorités nationales comme une des principales menaces pour le régime, à côté des idéologies démocratiques, du concept de valeurs universelles et du principe de séparation des pouvoirs. Le régime demande partout le respect des « caractéristiques chinoises » mais se montre implacablement assimilationniste envers des cultures différentes auxquelles leur originalité confère une potentialité contestataire.

Le contrôle du Xinjiang, amorcé en début de décennie, a été confié en août 2016 à Chen Quanguo, jusqu'alors chef du Parti au Tibet voisin, où il avait mis au pas la rébellion sourde des monastères et des fidèles du Dalaï-Lama. Conforter l'autorité du pouvoir central assure la maîtrise des ressources locales et permet une stratégie d'extension vers l'Ouest, assise sur des projets d'investissements conjoints dans le cadre des « routes de la soie ».

La principale ressource agricole du Xinjiang est le coton. Il représente 85 % de la production nationale et 20 % de la production mondiale. Le coton récolté sans mécanisation dans la région de Kashgar est de toute première qualité. Les récoltes du Corps de production Bingtuan dans le Nord sont mécanisées à 83 %. La fibre part vers les usines de la Chine orientale ou bien est exportée vers le Vietnam, le Bangladesh, le Pakistan et l'Inde ⁽²⁾.

L'immense Xinjiang est peu peuplé ; les exploitations cotonnières manquent de main-d'œuvre. Pendant longtemps, la solution fut trouvée dans l'immigration han. Elle apportait de la force de travail et permettait un certain réequi-

« Le chef de l'Etat-Parti chinois a désigné, dès son arrivée au pouvoir, la culture des minorités nationales comme une des principales menaces pour le régime, à côté des idéologies démocratiques, du concept de valeurs universelles et du principe de séparation des pouvoirs. »

(1) Beijing impose son heure unique sur un territoire relevant de cinq tranches horaires.

(2) L'activité industrielle est encore limitée : constructions mécaniques, fabrications d'éoliennes et d'équipements électroniques, productions chimiques, décorations de Noël.

librage ethnique. Mais les entreprises emploient maintenant de la main-d'œuvre locale, dans la campagne de lutte contre la pauvreté. La force de travail est déplacée d'autorité vers les zones à pénurie de main-d'œuvre. Quelque cinq-cent-mille ouvriers – dont d'anciens détenus – récoltent à présent le coton dans des conditions coercitives, plus sévères sans doute que celles qui prévalent dans les usines de Chine orientale, lesquelles pourtant indigneraient des syndicalistes occidentaux.

Cet état de fait est en partie lié à la nature paramilitaire des institutions, domaine économique y compris. Les brigades militaires (Bingtuan) créées en 1954 détiennent un tiers des terres cultivées, assurent la moitié des exportations, emploient près de deux-millions de personnes. Prise en main et subventionnée par l'Etat, l'exploitation du coton est pour partie insérée dans le réseau de rééducation.

Le Parti communiste veut affaiblir l'islam

Un seul soleil pour la terre, un seul Parti pour la Chine, et pas de débat au sein du peuple. Le pouvoir monopolisé par Xi Jinping cherche à siniser les religions, et en particulier l'islam (la « soumission » au sens propre), religion dominante au Xinjiang. Le projet est d'envergure : les derniers chiffres de la population musulmane vont de quarante à cent-millions d'individus⁽³⁾, soit plus que l'Algérie, le Maroc, l'Irak ou l'Arabie Saoudite. Cette masse de croyants est donc une menace.

Avec Xi Jinping, on est passé depuis 2012 de « l'athéisme éclairé » à l'athéisme militant. Les sermons doivent se référer aux valeurs du Parti ; les pratiques religieuses ne sont plus admises en dessous d'un certain âge ; les « barbus » sont vus d'un mauvais œil ; nombre de mosquées sont rendues impraticables pour « rénovation », c'est-à-dire souvent destruction, ou bien encore on abat le minaret pour installer un toit à la chinoise qui supprime l'aspect imposant du bâtiment ; une version révisée du Coran rend l'islam compatible avec la suprématie du Parti.

Depuis le début du siècle, la Chine affecte de se ranger dans le camp des adversaires du terrorisme, aux côtés des capitales occidentales. Mais lutter contre des Ouïghours rebelles à la monarchie du Parti unique, ce n'est pas la même chose que pourchasser

les assassins du Bataclan ou de *Charlie Hebdo*. Les Ouïghours partis combattre en Syrie pour Daesh étaient certainement moins nombreux que les jeunes Français qui se sont lancés dans la même aventure. Mais le régime chinois s'en sert pour obtenir qu'on lui laisse les mains libres dans la mise au pas de sa population de l'Ouest et dans ses efforts pour, par-delà, sécuriser ses relations avec l'Asie centrale.

Un contrôle par les camps et le fichage

Il n'y a guère à dire sur les méthodes générales d'endoctrinement pratiquées dans les camps. Les cadres y semblent persuadés de l'efficacité des méthodes primaires : apprentissage par cœur des normes, lecture des œuvres du chef du Parti, chants patriotiques, levée des couleurs, affirmation collective de la loyauté envers le régime, etc. On surveille les comportements suspects : accomplissement des prières ; port du voile islamique ; rejet de la viande de porc, de la viande non halal, du tabac ou de l'alcool ; refus de l'horaire unique de Beijing, entre autres. Tous indices révélateurs d'insoumission supposée au pouvoir central.

Les centres de détention relèvent de catégories différentes : 1) les lieux de courte détention ; 2) les établissements de rééducation ; 3) les établissements de « formation professionnelle », où la discipline

est moins sévère que dans le cas précédent mais qui gardent leurs barbelés, leurs tours de contrôle et leurs caméras de surveillance ; 4) les prisons, au sens habituel du terme.

Appliqué depuis longtemps sur tout le territoire, le système de rééducation par le travail (*laojiao*) a l'avantage de décider des détentions sans passer par les tribunaux, à la différence de l'appareil de réforme par le travail (*laogai*). Les internements sont plus courts, décidés par l'administration, et punissent les délits d'importance moindre que ceux du *laogai*. Officiellement supprimé en 2013, le *laojiao* a subsisté sous d'autres appellations : les prisons clandestines tenues par la police en sont un exemple ; les camps de détention du Xinjiang en sont une version de grande ampleur, avec cette aggravation qu'il n'y a plus de limite de temps.

Au Xinjiang, ces centres de « formation professionnelle », entourés de hauts murs, garnis de barbelés et de caméras de surveillance, regroupent les citoyens de loyauté politique douteuse ; leur nombre s'est accru depuis cinq ans. Le pouvoir en a d'abord nié l'existence puis reconnu qu'ils dispensaient de manière autoritaire une « formation professionnelle » et qu'il y avait contre « l'extrémisme religieux ». Sur la base des documents administratifs locaux disponibles⁽⁴⁾, le nombre des détenus passés par les camps depuis cinq ans s'élèverait à un million. Le chiffre est élevé, si on le rapporte aux effectifs concernés (dont une moitié d'enfants) : treize-millions de Ouïghours ; deux-millions de Kazakhs. On ignore la durée moyenne des détentions et la répartition du temps entre l'endoctrinement, le travail obligatoire ou une véritable formation professionnelle. Le nombre des détenus serait déterminé par des quotas applicables à l'ensemble d'une population, sans distinguer entre auteurs de transgressions et citoyens dociles.

Une base de données centrée sur la capitale Ouroumtsi et dont fait état *The Intercept* (29 janvier 2001) met en lumière l'ampleur des moyens d'intelligence artificielle déployés pour le contrôle de la population : enregistrements d'appels téléphoniques, des SMS et des courriels, surveillance des comptes bancaires, fichages biométriques (visages scannés, identification des voix, prélèvements d'ADN), repérages des déplacements à l'étranger, caméras à l'entrée des mosquées, recueil des

(3) Effectifs du même ordre de grandeur que la population chrétienne estimée ou que les effectifs du Parti communiste.

(4) Faute d'accès au terrain, l'information est lacunaire. Pendant longtemps on n'a disposé que de photos prises par satellite, de documents administratifs internes et des récits de quelques prisonniers ayant recouvré la liberté. Les premières montrent des alignements de toits ; les deuxièmes donnent une idée de l'effort que le pouvoir déploie pour la gestion des camps ; la troisième décrit des expériences individuelles consternantes, mais souvent sans fournir de vue d'ensemble. Les études les plus précises et les plus approfondies de ces dernières années sont l'œuvre du Pr. A. Zens. Dans un document datant de septembre 2018, il donne des informations sur la nature et le coût de quatre-vingt-deux chantiers de rénovation et d'extension des camps. Les « Xinjiang Papers », documents internes reçus par le *New York Times* en novembre 2019, fournissent de précieux renseignements sur la nature répressive des camps. Citons aussi, le même mois, les « China Cables », enquête menée par le Consortium international des journalistes d'investigation. Enfin, la base de données <https://shahit.biz/eng/> fournit des informations précieuses sur douze-mille-huit-cent-vingt-deux (au 5 février 2021) victimes de la répression recensées au Xinjiang.

(5) Organisation internationale du travail.



La base de données « Xinjiang Victims Database » fournit des informations précieuses sur les quelque treize-mille victimes de la répression recensées au Xinjiang ; comme cet homme ouïghour, arrêté et torturé plusieurs fois par la police pour suspicion d'appartenance à un groupe terroriste et parce qu'il apprenait l'arabe.

dénonciations par les voisins. Une douzaine d'applications informatiques, dont certaines installées sur les smartphones, sont rattachées à la base ; d'autres servent à l'exploitation des données. La police confond d'ailleurs souvent surveillance des pratiques religieuses et recherche des foyers de terrorisme. Et les parents sont souvent punis au même titre que le principal incriminé.

Le syndrome des « pieds dans l'eau »

Les sympathisants de la cause ouïghoure proposent fréquemment de boycotter les produits de Chine ou du Xinjiang, pour protester contre la répression. Il n'est pas sûr qu'ils obtiennent l'effet recherché. En effet, le boycott pénaliserait d'abord les usines textiles de l'Est chinois ou celles des pays acheteurs voisins.

Le responsable de l'asservissement de cette population du désert, c'est l'ensemble de l'appareil politique chinois, avec ses aspirations hégémoniques. Il serait vain de concentrer toute son attention sur la seule question ouïghoure et d'oublier le problème posé par cette dictature à sa population et au monde entier.

« Un seul soleil pour la terre, un seul Parti pour la Chine, et pas de débat au sein du peuple. Le pouvoir monopolisé par Xi Jinping cherche à siniser les religions, et en particulier l'islam, religion dominante au Xinjiang : les « barbus » sont vus d'un mauvais œil ; nombre de mosquées sont rendues impraticables... »

L'Union européenne a demandé la ratification des prescriptions de l'OIT⁽⁵⁾ sur l'interdiction du travail forcé, mais une ratification ne servirait à rien : Beijing dirait qu'il a fait preuve de bonne volonté et que de toute manière, il n'a jamais pratiqué le travail forcé. Comme à l'habitude, on n'osera pas le traiter de menteur, et l'on n'aura rien gagné.

Ce que l'Union européenne a en tête lorsqu'elle débat avec la Chine est parfaitement décrit dans ce dicton africain : « Il ne faut pas insulter le crocodile quand on a encore les pieds dans l'eau. » C'est le problème avec la Chine : pour lui parler librement, il faudrait sortir de l'eau, des engagements multiples ; il faudrait sortir de l'incohérence : les uns chantant à Beijing les bienfaits à attendre de l'ouverture des marchés, les autres dans les capitales s'inquiétant de cet expansionnisme multiforme. Sortir de l'eau, certes, n'est pas facile, et demande du temps. Mais au moins pourrait-on éviter de s'avancer encore dans le fleuve comme l'Union européenne l'a fait en décembre 2020, avec son accord d'investissement, souriant au crocodile pour attraper quelques ailettes. ●